

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 20/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PYROPASSION

123 CHEMIN DAMAZAN

--

47160 Damazan

Références : IC/SM/UbD24-47/2025/196
Code AIOT : 0100037147

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement PYROPASSION implanté lieu-dit Choum 47160 DAMAZAN. L'inspection a été annoncée le 11/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société PYROPASSION a déposé une demande d'enregistrement pour la création d'un dépôt de stockage de produits explosifs (artifices de divertissement) dans le Pôle d'activité de la Confluence II, situé sur la commune de Damazan.

À la suite de la délivrance de l'arrêté d'enregistrement 05/07/2024, une inspection de récolement doit être réalisée après la mise en service de l'installation afin de contrôler par sondage le respect des prescriptions réglementaires applicables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PYROPASSION
- lieu-dit Choum 47160 DAMAZAN
- Code AIOT : 0100037147
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le domaine d'activités de la société PYROPASSION comprend l'organisation, la conception, et le tir de feux d'artifices et de spectacles pyrotechniques. La société organise 80 évènements dans l'année.

L'installation Pyropassion est implantée au sein du Pôle d'activité de la Confluence II, situé sur la commune de Damazan.

C'est un dépôt de stockage de produits explosifs (Rubrique 4220), qui comporte 4 bâtiments de 23,8 m² d'une capacité unitaire de 250 kg d'artifices de divertissement classés en DR1.3b/1.4 ; et 1 aire de chargement / déchargement, située au centre du site.

Le jour de l'inspection, seulement deux bâtiments sont construits sur les quatre prévus dans le dossier. Le troisième bâtiment sera construit début 2026 pour être opérationnel pour la saison, et le quatrième sera construit début 2027.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Construction – Accessibilité	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.3.4	Demande d'action corrective	6 mois
9	Construction – Accessibilité	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Construction – Accessibilité	Arrêté Ministériel du 29/07/2010	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Construction – Accessibilité	Arrêté Ministériel du 29/07/2010	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
15	Exploitation	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Généralités	Arrêté Ministériel du 29/07/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 2.1.1	
2	Généralités	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.2	Sans objet
3	Généralités	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.3	Sans objet
4	Implantation	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.2.1	Sans objet
5	Construction – Accessibilité	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.3.1	Sans objet
6	Construction – Accessibilité	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.3.2	Sans objet
7	Construction – Accessibilité	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.3.3	Sans objet
12	Moyens d’alerte et d’intervention	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.4.1	Sans objet
13	Moyens d’alerte et d’intervention	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.4.2	Sans objet
14	Aménagement des stockages	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L’exploitant connaît les dangers et inconvénients que son installation induit ainsi que les produits stockés dans les bâtiments. Le site est bien entretenu.

L’implantation de l’installation respecte les distances d’éloignement afin que les zones d’effets soient contenues à l’intérieur du site (cf. porter à connaissance du 9 octobre 2025).

L'installation est dotée de moyens de détection et d’alerte appropriés.

Toutefois, l'exploitant doit fournir certains justificatifs ainsi que procéder aux contrôles des installations électriques et celles de protection contre la foudre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l’installation
Prescription contrôlée : Les opérations se font sous la surveillance permanente, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux

installations. En dehors des heures où des opérations ont lieu dans l'installation, celle-ci est fermée à clé et une surveillance est mise en place afin de permettre notamment sa mise en sécurité, la transmission de l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents ainsi que leur accueil par une personne compétente dans un délai compatible avec leurs délais d'intervention, notamment pour leur permettre l'accès en cas de besoin.
<p>Constats :</p> <p>La gérante a indiqué à l'inspection que l'exploitation du site sera sous sa surveillance permanente. Elle connaît les dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les produits stockés dans l'installation.</p> <p>Lors de l'inspection, elle a remis une copie de son certificat de qualification C4/F4-T2 niveau 2 et de l'arrêté portant agrément relatif à la mise en œuvre d'articles pyrotechniques de catégories F4 ou T2 ou d'articles pyrotechniques de catégories 2 ou 3 conçus pour être lancés par mortier.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès aux installations, puisque le site est entièrement fermé, empêchant ainsi l'accès à toute personne non autorisée. Dans chaque dépôt, un contacteur de porte et une alarme volumétrique sont présents pour détecter les intrusions et alerter en cas de mouvement suspect.</p> <p>A l'extérieur, l'inspection a constaté la présence de 3 caméras :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 caméra fixe sur le portail qui permet la détection d'une intrusion, - 2 caméras 360° avec détecteur de mouvement, situées devant chaque bâtiment de stockage. <p>Ces équipements sont reliés à la centrale d'alarme du site.</p> <p>En cas d'incendie ou d'intrusion, le système prévient immédiatement la responsable du site sur son téléphone. Le site bénéficie ainsi d'une vidéosurveillance 24H/24 et 7Jours/7.</p> <p>Une sirène extérieure, qui a été testée le jour de l'inspection, permettra d'avertir les opérateurs présents sur le site afin d'évacuer les lieux.</p> <p>Un contrat de maintenance a été passé entre l'installateur et la responsable du site et des tests de l'installation sont réalisés lors d'une modification ou changement de batterie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une clôture est installée sur le site afin de signaler l'interdiction d'accès dans les zones d'effets Z1 et Z2 définies par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé. Cette clôture est maintenue en bon état [...]. Cette clôture n'est pas requise dans le cas où les zones précitées sont contenues dans le(s)</p>

bâtiment(s) de l'installation. Cette clôture est artificielle, résistante et d'une hauteur minimale de 2 mètres. Cette clôture peut être confondue avec la clôture exigée au titre du chapitre Ier de l'arrêté du 13 décembre 2005 susvisé dès lors que cette dernière respecte les dispositions et objectifs fixés par le présent point.
Constats : L'ensemble des effets pyrotechniques sont contenus dans l'enceinte du site (cf. porter à connaissance du 9 octobre 2025). L'inspection a constaté que le site est clôturé dans son intégralité avec une clôture de 2 mètres de hauteur. Celle-ci est composée d'un grillage simple torsion fixé sur des poteaux métalliques scellés. Un portail métallique coulissant barreaudé de 5 mètres de long maintient le site fermé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien de l'installation
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes les précautions sont notamment prises pour enlever toute trace de matière
Constats : L'inspection a constaté que les deux bâtiments sont maintenus propre et en bon état. L'exploitant a confirmé que les bâtiments ne servent qu'au stockage et qu'il n'y a aucune opération de fabrication dans l'installation ni de manipulation des produits pyrotechniques pouvant entraîner des dispersions de matière active sur le sol.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Distances d'éloignement
Prescription contrôlée : L'installation ne se situe pas au-dessus ou au-dessous et n'est pas mitoyenne de locaux habités ou occupés par des tiers. Pour les installations de stockages d'explosifs situés dans les réserves attenantes des établissements recevant du public mentionnées au point 5.2 de la présente annexe, les tiers mentionnés au premier alinéa du présent point n'incluent pas les tiers présents dans l'établissement recevant du public auquel est attenante l'installation. L'installation est implantée à une distance minimale des limites du site (distance d'éloignement) calculée de sorte que les dispositions suivantes sont respectées :

les zones d'effets Z1 et Z2 définies par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé sont contenues dans l'enceinte du site ;
<p>Constats :</p> <p>Les bâtiments de stockage ne se situent ni au-dessus, ni au-dessous et ne sont pas mitoyens de locaux habités ou occupés par des tiers ; et ne sont pas situés dans une réserve attenante d'un ERP.</p> <p>Les bâtiments de stockage sont implantés à une distance minimale des limites du site afin que les zones d'effets Z1 et Z2 soient maintenues à l'intérieur des limites de propriété.</p> <p>De plus, le terrain (entre l'installation et son habitation) sur lequel sortaient les zones d'effet Z3 et Z4 a été loué, afin que l'ensemble des zones d'effets potentiellement générées par les installations restent internes au site.</p> <p>Sur le plan joint au dossier, les zones d'effets atteignent les limites, mais l'exploitante indique qu'il y a une erreur de bornage. Elle a transmis postérieurement à l'inspection, un plan à porter à connaissance avec les nouveaux plans et les nouvelles modélisations des zones d'effets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Construction – Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence au moins d'un accès pour permettre l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents. Au sens de la présente annexe, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours ou d'urgence depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de celle-ci.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site compte un seul point d'accès, reliant la voie publique et l'intérieur du site, qui permettra l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant précise qu'il n'y a pas de stationnement de véhicule, excepté lors des opérations de chargement / déchargement. Toutefois l'aire de stationnement prévue près de l'entrée sur le plan et l'aire de chargement / déchargement étant située au centre du site, les véhicules peuvent stationner sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours ou d'urgence depuis les voies de circulation externes à l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Construction – Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Structure des bâtiments
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant les installations présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes, à l'exception des éventuelles surfaces de décharge : matériaux : Bs2d0, structure : R 15, murs extérieurs : REI 15, murs séparatifs : REI 15, portes et fermetures : REI 15, Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les bâtiments de stockage sont construits en blocs béton (parpaing) sur une dalle ciment avec une porte coupe-feu EI 60. L'inspection a consulté la facture de SYSTEM PORTES INDUSTRIE indiquant bloc porte 2 vantaux EI 60 (coupe-feu 1h). L'inspection a pu constater sur la plaque de la porte l'indication EI 60. Ainsi, les bâtiments de stockage 1 et 2 présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimale requise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Construction – Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux de stockage
Prescription contrôlée : Les produits explosifs sont stockés dans des locaux strictement réservés à ces produits. Ces locaux sont séparés des locaux abritant des installations relevant des rubriques 4210, 1312 et 2793 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'implantation de ces locaux respecte les distances d'isolement mentionnées au point 2.2.2 de la présente annexe. Les locaux où sont stockés les explosifs sont conçus de sorte qu'aucune réaction dangereuse ne puisse se produire en cas de contacts, chocs ou frottements avec les sols, parois, plafonds ou charpentes, dont les matériaux et revêtements sont adaptés aux produits présents. Le sol et les murs des locaux de stockage et de prélèvements et reconditionnement sont faciles à nettoyer. Afin d'éviter tout confinement susceptible d'aggraver les risques, un espace libre d'au moins un mètre est laissé entre le sommet des stockages et le plafond.
Constats : L'inspection a constaté que les bâtiments de stockage sont exclusivement dédiés au stockage des produits pyrotechniques. Les produits stockés sont des produits solides placés dans des cartons. A l'intérieur, les produits sont dans une enveloppe de protection (emballages agréés au transport).

Les cartons sont disposés sur des palettes en plastique, afin de ne pas être en contact avec le sol.
L'espace libre entre le sommet des stockages et le plafond est supérieur à un mètre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Construction – Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation
Prescription contrôlée : <p>En phase normale de fonctionnement, les bâtiments dans lesquels sont stockés ou reconditionnés des produits sont convenablement ventilés. Les orifices de ventilation sont conçus et disposés de façon à ne pas permettre l'introduction dans les bâtiments de substances susceptibles d'initier une réaction des produits stockés ainsi que la pénétration d'animaux. Ces dispositifs sont nettoyés régulièrement en vue de prévenir toute accumulation de matières dangereuses.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté que les bâtiments de stockage ne sont pas dotés d'orifices de ventilation.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant précise les dispositions prises pour qu'en phase normale de fonctionnement les bâtiments de stockage soient convenablement ventilés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Construction – Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques, protection contre la foudre, chauffage
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de flammes et sont convenablement protégés contre les chocs, ou sont souterrains. Ils sont également protégés contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les installations électriques sont réalisées et protégées conformément à la norme française NF C 15-100 (version compilée de 2009) concernant les locaux de ce type.</p>
Constats :

<p>Il n'y a pas d'électricité dans les bâtiments de stockage. L'exploitant explique que les produits sont chargés / déchargés de jour, donc le bâtiment est éclairé par la lumière extérieure.</p> <p>Les installations électriques présentes servent uniquement à l'alimentation de dispositifs relatifs la sûreté (caméras, alarme et vidéosurveillance).</p> <p>L'exploitant a fourni l'attestation de conformité de l'installation électrique (CONSUEL) pour le dépôt de stockage, réalisé par RENOV'BAT47 le 13/06/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait procéder au contrôle initial des installations électriques et transmet le rapport correspondant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Construction – Accessibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément à la réglementation et aux normes NF C 15-100 (version compilée de 2009) et NF C 13-200 (version de 1987) et ses règles complémentaires pour les sites de production et les installations industrielles, tertiaires et agricoles (norme NF C 13-200 de 2009), compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. L'exploitant s'assure régulièrement de l'isolement des matériels ou appareils pouvant être présents dans l'installation et, le cas échéant, de la mise à la terre de leurs masses. Dans les locaux pyrotechniques, toutes les masses et tous les éléments conducteurs sont interconnectés par une liaison équipotentielle sauf démonstration par l'exploitant qu'il n'y a pas de risques d'amorçage des produits stockés. Cette liaison est réalisée conformément aux normes nationales en vigueur. Une consigne du chef d'établissement fixe la périodicité des vérifications de la liaison équipotentielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de câbles de mise à la terre sur le portail, les portes coupe-feu et les paratonnerres (regards de visite plastique) des dépôts de stockage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait procéder au contrôle initial des installations électriques et transmet le rapport correspondant.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Construction – Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments de stockage sont équipés de moyens de protection efficaces contre la foudre selon la norme NF EN 62305 (version de 2006 pour les parties 1, 2 et 4 et version de 2009 pour la partie 3). Cette disposition n'est pas applicable aux installations de stockages d'explosifs situés dans les réserves attenantes aux établissements recevant du public à mentionnées au point 5.2 de la présente annexe sous réserve que celles-ci soient protégées contre la foudre de façon adéquate par rapport aux produits stockés en application de la réglementation relative aux établissements recevant du public.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Analyse du Risque Foudre préconise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation d'un SPF de niveau II pour les dépôts de stockage pyrotechniques, - la mise en place de parafoudres pour l'alimentation électrique pour caméra / alarme et vidéosurveillance. <p>L'exploitant a fourni le dossier des ouvrages exécutés, du 29/09/2025 (REF : C04761-PAR-MON-0016788-DOE-7625) réalisé par LAUMAILLE LUSSAULT. Il indique que les bâtiments de stockage sont équipés de moyens de protection efficaces contre la foudre : paratonnerres, conducteurs de descente et prises de terre de type B. Le Système de Protection Foudre réalisé sur les bâtiments est de type cage maillée.</p> <p>Sur les dépôts de stockage pyrotechniques, l'inspection a constaté la mise en place de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cage maillée sur toiture, - conducteurs de descente diamétralement opposés, - compteurs de coups de foudre, - Joints de contrôle / de déconnexion, - panneaux avertisseurs d'orage. <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de nous confirmer l'installation de parafoudre préconisé dans l'ETF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>S'ils n'ont pas été installés, l'exploitant fait procéder à la mise en œuvre des parafoudres prévus dans l'ETF. Il fait par ailleurs procéder à la vérification complète de l'installation des protections par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation, et transmet le rapport correspondant.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Moyens d'alerte et d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux pyrotechniques disposent de détecteurs adaptés au risque d'incendie. Le système de détection permet d'alerter, en tout temps, l'exploitant, qui met en sécurité le site et transmet l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il établit des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce point n'est pas applicable aux installations dont les zones d'effets Z1 à Z4 définies par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé, déterminées conformément au point 2.2.1 de la présente annexe, n'ont aucun impact sur les tiers ou sur d'autres installations, équipements ou bâtiments présentant un risque caractérisé d'incendie, d'explosion ou toxique, sous réserve que l'exploitant possède la maîtrise foncière des terrains touchés par ces zones et garantisse qu'aucun tiers ne pourra s'y trouver de façon ponctuelle ou permanente. Cette garantie est assurée dans le temps par tout moyen contrôlable.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté la présence de détecteur incendie dans les locaux de stockage. Toutefois, l'exploitant a loué une parcelle supplémentaire afin que les zones d'effets Z1 à Z4 soient contenues dans le site (cf. porter à connaissance du 9 octobre 2025).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Moyens d'alerte et d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : • de plans des locaux facilitant l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents avec une description des dangers pour chaque local ; • d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implanté(s) au-delà de la zone d'effets Z4 définie par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé engendrés par l'installation, d'une capacité permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par</p>

heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services de secours ou d'urgence compétents de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services de secours ou d'urgence compétents de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet et à l'inspection des installations classées la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage. Cette disposition n'est pas applicable aux installations dont les zones d'effets Z1 à Z4 définies par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé, déterminés conformément au point 2.2.1 de la présente annexe, n'ont aucun impact sur les tiers ou sur d'autres installations, équipements ou bâtiments présentant un risque caractérisé d'incendie, d'explosion ou toxique, sous réserve que l'exploitant possède la maîtrise foncière des terrains touchés par ces zones et garantisse qu'aucun tiers ne pourra s'y trouver de façon ponctuelle ou permanente. Cette garantie est assurée dans le temps par tout moyen contrôlable.

Constats :

La société PYROPASSION dispose du plan initial du site indiquant l'emplacement des dépôts de stockage et leurs accès, qui doit être mis à jour. L'exploitant a transmis le plan à jour postérieurement à l'inspection.

L'exploitant loue le terrain sur lequel les zones d'effets Z3 et Z4 sortaient, afin d'avoir la maîtrise foncière des terrains touchés par ces zones.

L'exploitant a remis à l'inspection un document du SDIS 47 indiquant qu'un dossier présentant les éléments requis leur a été transmis pour avis. Ce courrier indique que :

- les conditions d'accessibilité des engins du SDIS au terrain d'assiette de l'installation respectent les caractéristiques d'une voie engins ;
- 2 poteaux incendie publics accessibles par les voies praticables aux engins sont situés à moins de 200 mètres du site.

Sur site, l'inspection a constaté qu'un extincteur est placé à l'entrée de chaque bâtiment de stockage : ces extincteurs sont en bon état et ont été vérifiés en mars 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Aménagement des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

Les emballages renfermant des produits explosifs sont rangés ou empilés de façon stable. Le gerbage des colis s'effectue de telle sorte que le fond des colis ne se trouve pas à plus de 1,60 mètre au-dessus du sol. Lorsqu'il est fait usage de moyens mécaniques adaptés et de structures solides pour le stockage des produits, les piles ne s'élèvent pas à plus de 3 mètres de hauteur. L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits ne modifient pas les effets dangereux redoutés. Les zones de stockages sont aménagées de façon à ce que les espaces de circulation des personnes présentent une largeur minimale de 1,5 mètres. Ces espaces de

circulation permettent le transport des produits sans risques.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les cartons renfermant des produits explosifs sont stockés sur des palettes en plastique ; - le gerbage des colis ne se trouve pas à plus de 1,60 mètre au-dessus du sol ; - les produits pyrotechniques sont conservés dans leurs emballages agréés au transport ; - La largeur pour les espaces de circulation des personnes fait plus de 2 mètres dans chaque dépôt. <p>L'exploitant indique que la manutention est manuelle dans les dépôts.</p> <p>L'inspection a également constaté que les consignes d'exploitation sont affichées dans chacun des bâtiments.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité, et le cas échéant, la date de fabrication, et pour les produits explosifs la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées. Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent point. Ce registre peut être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné. Il a pour objectif minimum : que l'exploitant connaisse en permanence l'état de ses stocks, que l'exploitant s'assure que le timbrage de ses différents locaux de stockage n'est jamais dépassé, de permettre, le cas échéant, le suivi du vieillissement des produits, de donner toutes les informations nécessaires à l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents. Ce registre peut être confondu avec le registre demandé en application de l'arrêté du 13 décembre 2005 susvisé, lorsqu'il est requis, sous réserve du respect de la présente annexe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, la saison étant quasiment terminée, l'exploitant indique avoir 35 kg au total dans les 2 bâtiments. Comme l'activité est à son démarrage, elle précise avoir stocké 180 kg maximum au plus fort de la saison.</p> <p>L'exploitant suit les entrées de produits pyrotechniques de façon permanente grâce à un logiciel EXPLO, dans lequel tous les spectacles sont rentrés. Ce logiciel permet de faire une extraction Excel avec le nom, le poids, la quantité de matière active mais la division de risque et les entrées / sortie des produits n'apparaissent pas clairement.</p> <p>Grâce à ce logiciel, l'exploitant connaît en permanence l'état de ses stocks, et peut s'assurer du timbrage de ses différents locaux de stockage.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un registre avec les entrées et sorties de produits pyrotechniques indiquant l'ensemble des éléments cités doit être mis en place par la responsable du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois